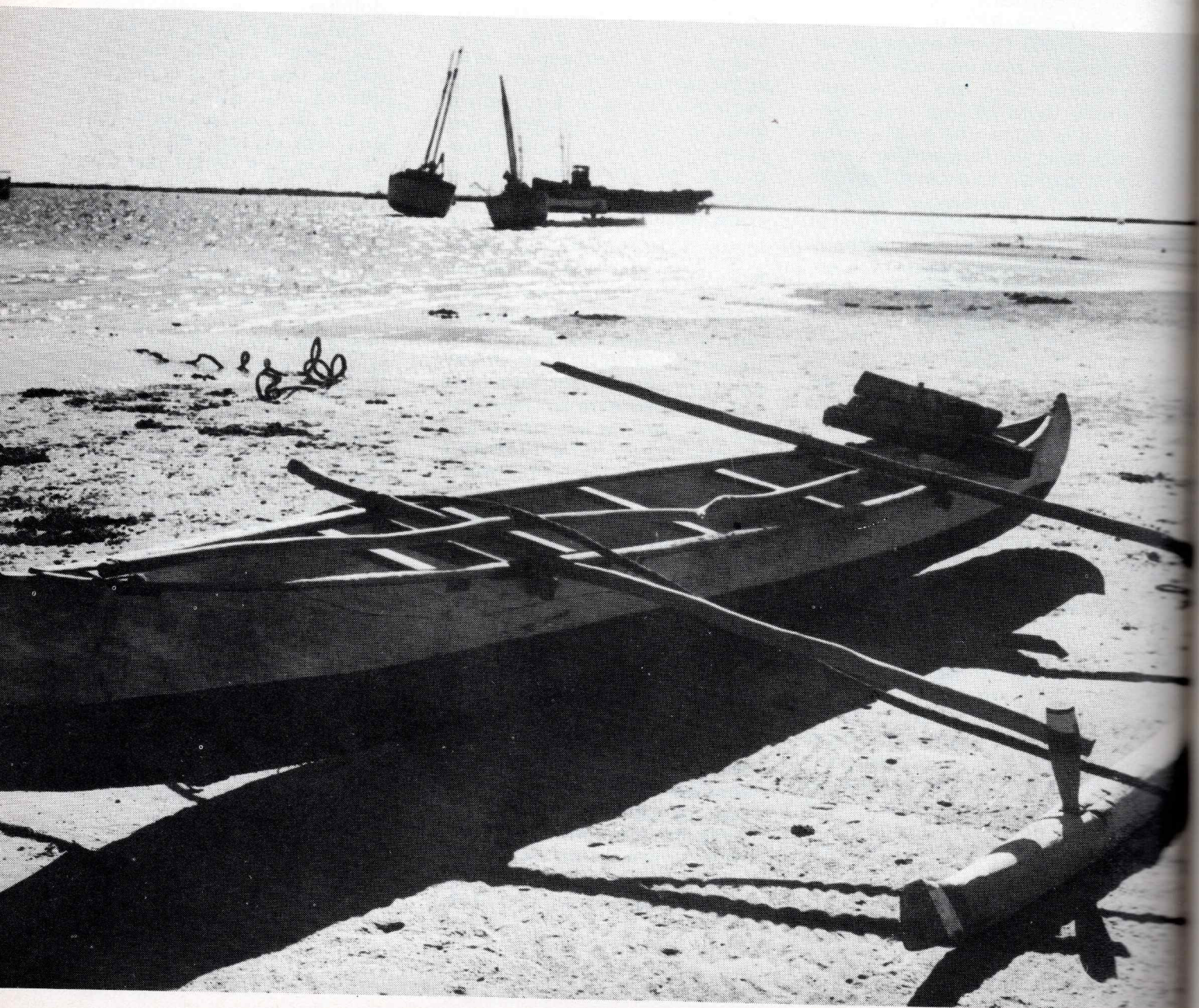


différentes lectures

quelques réflexions



ures de l'histoire

xions sur la V.V.S.

Société secrète fondée en 1913 par sept étudiants de l'Ecole de Médecine de Tananarive, établissement prestigieux préparant au diplôme le plus élevé alors accessible aux indigènes, la V.v.s. (Vy, Vato, Sakelika : Fer, Pierre, Ramification) attire l'élite malgache, s'implante même hors de la capitale, plus particulièrement dans l'Imerina et le pays betsileo et compte, après deux ans d'existence, selon le témoignage de l'un des fondateurs (Boniface Ramasy) 1 000 à 2 000 adhérents. Dans l'interview accordée en 1969 au journal «Lumière», celui-ci déclare que, dans toute famille d'un «certain niveau», l'un des membres au moins appartenait à la V.v.s. Informée très tôt, semble-t-il, de l'existence de cette société clandestine, présentée officiellement, après sa «découverte», comme le cadre d'un complot, l'administration coloniale laisse la V.v.s. se développer, afin de donner plus de retentissement à la répression et porter ainsi un coup fatal à l'élite locale et au nationalisme. Le gouverneur général Garbit fait procéder aux premières arrestations, à la veille de Noël 1915, en pleine guerre, circonstance accablante pour des personnes accusées d'incitation à la révolte. Quelques inculpés — les fameux «pères spirituels» de la société — sont acquittés, les autres personnes arrêtées (on compte environ 300 arrestations) sont condamnées, en février-mars 1916 à des peines exemplaires : internement administratif d'une durée de trois à cinq ans pour la plupart des étudiants, renvoi de la fonction publique, travaux forcés à perpétuité pour les «vrais responsables». Au lendemain de la guerre, en mars 1919, presque tous les condamnés obtiennent l'amnistie ; il faut attendre cependant 1922 pour assister à la libération des leaders inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat.

Depuis 1916, cette affaire de la V.v.s. a été diversement interprétée. Faux intellectuels «hova» — traduire merina — agités pour les colonisateurs, élite patriote consciente des inégalités et contradictions du régime pour les colonisés, les adhérents de la

V.v.s. ont acquis progressivement une place de choix dans l'histoire de la nation malgache. Pour les Malgaches ayant récemment accédé à l'indépendance, ils représentent une élite nationale et nationaliste. Une réflexion sur ces différentes inter-

prétations du phénomène V.v.s. et l'évolution des points de vue à ce sujet, en l'espace d'un demi-siècle riche en événements décisifs pour Madagascar, nous amène à évoquer quelques problèmes auxquels on se trouve confronté, lorsqu'on aborde

l'histoire de la période coloniale, une histoire très récente, encore «vécue» pour bien des Malgaches (des témoins, des protagonistes ou leurs descendants), une histoire que l'on tient à «décoloniser».

les faits : une société secrète d'intellectuels

A cause du caractère clandestin de la V.v.s., les contemporains en ont souvent ignoré les buts réels et l'organisation. La surprise et la panique manifestées par les Malgaches au moment des arrestations expriment, en

partie, la crainte d'être accusés, à tort, d'avoir adhéré à un groupement mystérieux, donc dangereux. Seules deux catégories de sources nous donnent des renseignements de première main sur la société. Les rapports officiels — ceux de la Sûreté Générale ou des circonscriptions — utilisent les informations recueillies par les agents de l'administration qui réussissent à s'infiltrer dans la V.v.s., agents dont une certaine presse malgache des années 1960 (ainsi le journal **Ranovelona**) parle avec virulence. A côté de ces documents officiels, signalons les témoignages apportés par les vrais **Sakelika** (terme désignant les affiliés)

dans les déclarations lors du procès ou dans les mémoires édités après l'événement. Dans la série des témoignages on peut citer le mémoire rédigé en terre d'exil par Ravoahangy — membre fondateur de la V.v.s. — tenu secret jusqu'à sa libération et publié en mai 1923 dans le **Libéré**, organe de la lutte pour l'égalité des droits. D'autres écrits de Ravoahangy, conservés dans les archives familiales, ont été récemment livrés au public (1).

Ces sources présentent la V.v.s. de la même manière : une société clandestine, «sans statuts, ni siège social». Les **sakelika** («ramifications» de la société) se répartissent dans des cellules regroupant au maximum une dizaine de personnes ; les cellules se créent au fur et à mesure de l'extension de la société. Le rituel qui entoure l'admission d'un nouveau membre confère à la V.v.s. un caractère religieux. Au cours d'une cérémonie qui se déroule au **zorofirarazana** (coin nord-est de la maison, réservé au culte des ancêtres), le nouvel affilié prête serment. Prononcé devant des objets utilisés dans les **sorona** (sacrifices) traditionnels, un peu de terre, du sang de poulet auxquels s'ajoute un couteau, ce serment établit entre les membres de la V.v.s. une alliance de type **fati-dra** (fraternité par le sang), lien plus fort que le lien familial. L'importance du serment dans la culture malgache crée une obligation morale qui, selon Ravoahangy «remédie à la nature inconstante et défailante de l'homme». Chaque membre prête serment d'aimer la patrie, de la défendre, et d'entraîner les compatriotes dans la voie du progrès et de la civilisation. Selon les affiliés, le nom de la société, ainsi que les objets du rite d'admission, symbolisent ces différents aspects de leur idéal : la terre représente la patrie, le sang l'unité, le fer (**Vy**) et le couteau, la quête tenace du progrès, la pierre (**Vato**), la détermination.



Le père Venance Manifatra.

(1) J. RANDRIAMANDIMBY-RAVOAHANGY *La V.v.s. contribution à l'étude sur l'origine du nationalisme malgache*, Paris, 1978, 448 p. ronéo.

Placée sous le signe de la tradition avec l'invocation des ancêtres, la prestation de serment porte aussi l'empreinte du christianisme. Dans son récit de la fondation de la société, Ravoahangy évoque la ferveur avec laquelle lui et ses camarades ont prié Dieu pour lui demander le soutien nécessaire à l'accomplissement de leur tâche. Le recrutement des affiliés explique une telle attitude et certains aspects de leur idéal, ainsi la croyance au progrès, comme source de libération.

Il est impossible de connaître la liste exacte des membres de la

V.v.s. Si l'on peut admettre sans réserve l'affiliation de bien des **sakelika** attestée par des témoignages personnels laissés par quelque-uns d'entre eux, témoignages qui citent aussi d'autres noms, on ne peut se fier entièrement à la liste des inculpés dressée par une administration soupçonneuse et soucieuse de frapper l'esprit des colonisés. Dans les premiers mois de 1916, l'administration fait régner une atmosphère de terreur et de délation. Le 27 février 1916, le gouverneur général Garbit invite les affiliés à se dénoncer, dans un grand discours tenu à Mahamasina. Ce procédé rappelle aux chré-

tiens malgaches un discours vieux de presque un siècle, dont le souvenir est resté vivace : celui de Ranaivalona I^{er} appelant à une dénonciation générale des chrétiens. La volonté de continuer à agir dans un autre cadre, les menaces contenues dans les discours des notables malgaches utilisés par les colonisateurs pour servir leur cause, empêchent les vrais **sakelika** de se dénoncer. Si l'on accorde un certain crédit aux déclarations de Ramasy, la personnalité de plusieurs centaines de membres de la V.v.s. reste encore inconnue. Cependant, les sources disponibles actuellement s'accordent sur l'analyse globale du recrutement des adhérents.



Le docteur Ravoahangy-Andrianavalona.

Presque tous résident dans les centres urbains, principalement la capitale, Fianarantsoa, Ambalavao, ou dans les localités importantes situées sur les voies de communication partant de Tananarive (Moramanga, Brickaville sur la voie ferrée Tananarive-Côte-Est, Ankazobe sur la route de l'Ouest, Ambatolampy, Ambohimandroso sur l'axe sud). Fondée par des étudiants, la V.v.s. recrute surtout parmi les jeunes, élèves de l'Ecole de Médecine, de l'école Le Myre de Vilers, où sont formés les futurs fonctionnaires, et ceux fréquentant les établissements dépendants de la London Missionary Society (école d'Ambohimajato) et de la Mission Protestante Française (école Paul Minault). A ces jeunes gens s'ajoutent des employés de grandes maisons de commerce (Darrieux à Tananarive, Durgeat à Fianarantsoa...), des commerçants et artisans, des écrivains et quelques fonctionnaires de cadres bien précis, souvent en service dans les gares, en tant que dactylographes ou comptables. Par leur formation, qui a nécessité le passage dans les écoles réputées tenues par les missions à la fin du XIX^e siècle ou celles ouvertes par les colonisateurs, ces adultes font partie, au même titre que les étudiants, de l'intelligentsia malgache, un milieu relativement aisé. Enfin, ces intellectuels affiliés à la V.v.s. sont tous chrétiens. Dans un mémoire inédit, Jules Ranaivo, lea-

der nationaliste des années 1930, rapporte que, malgré son patriotisme, ses amis membres de la société secrète n'ont pas osé l'y introduire, parce qu'il se posait en défenseur de la libre-pensée.

Malgré le succès de la V.v.s. et le projet de la rendre légale, projet laissé en suspens à cause de la guerre, les affiliés restent dans la clandestinité. Critiquée par les Malgaches qui, dans l'après-guerre, luttent ouvertement pour l'égalité de droits (**Mémoire de Jules Ranaivo**), cette option nuit aux membres de la société. Elle limite leur action et permet facilement à l'administration de les inculper de complot, alors que toutes les sources non officielles

soulignent le caractère pacifique d'une organisation qualifiée même quelques années plus tard de «non antifranaïse» par l'administrateur-maire de Tananarive (2). La stratégie coloniale explique le point de vue officiel des autorités françaises sur la V.v.s.

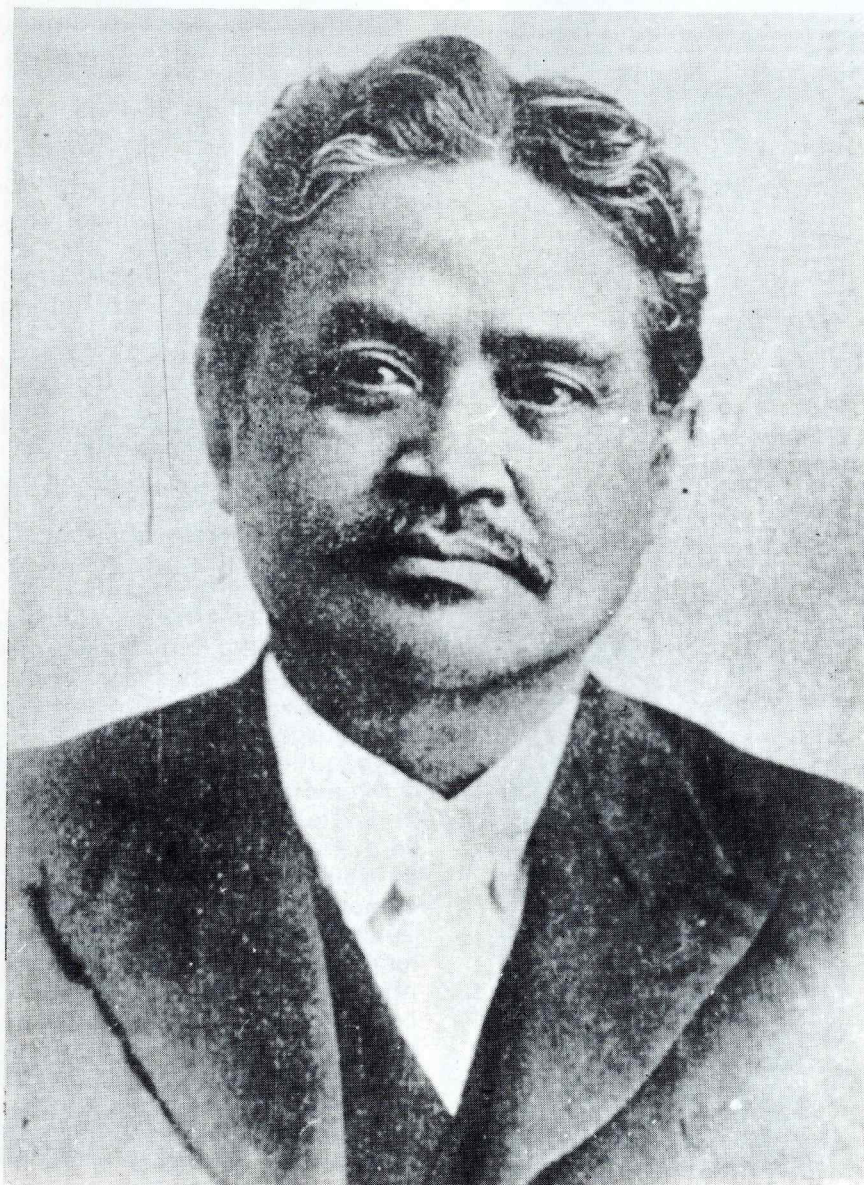
du complot d'une fausse élite au nationalisme de l'élite malgache

la vision coloniale

Si, pour justifier les peines exemplaires et le durcissement de la politique indigène, l'administration soutient publiquement

la thèse d'un complot nationaliste, les rapports officiels des années 1916-1918, soulignent au contraire le rayonnement limité d'une société secrète, dont l'existence témoigne plutôt des errements de la politique culturelle française que de l'éveil d'une conscience nationale malgache.

Le contexte de guerre et la volonté des Français de renforcer leur domination ne peuvent que les amener à défendre officiellement la thèse du complot. Dans les colonies, appelées à se mobiliser pour aider efficacement la métropole, toute velléité de subversion doit être sévèrement réprimée. Une atmosphère de suspicion s'installe dans l'île. L'administration fait perquisitionner le domicile et les magasins des Allemands représentant des maisons européennes. Leurs employés malgaches sont étroitement surveillés et certains sont même arrêtés pour avoir participé «à un bal en l'honneur de l'ennemi». Des journaux de la colonie et de la métropole en arrivent à présenter l'affaire de la V.v.s. comme une entreprise allemande (3). L'attitude des colons, qui se sentent toujours victimes de l'incurie administrative et du mauvais esprit indigène, contribue à renforcer l'idée du complot. Selon eux, le sigle V.v.s. signifierait **Vonoy ny Vazaha Sisa** (Éliminez les derniers étrangers, plus précisément les Français) et la rumeur d'un empoisonnement de tous les points d'eau se propage dans la capitale, créant une véritable psychose. Les membres de la société secrète dénonceront plus tard la mauvaise foi des colons qui, désireux de ne pas aller sur le front, «grossissent démesurément» l'affaire de la V.v.s., saisissant un bon prétexte pour rester à Madagascar et faire face à un danger somme toute imaginaire. De son côté, l'administration trouve



Le pasteur Ravelojaona.

(2) VOYRON, *Compte rendu d'un voyage effectué à Madagascar de juillet à décembre 1921*, par Jean Ralamongo.

(3) Lettre de Bianquis en date du 4-5-1916. Un scandale à Madagascar : L'affaire de la V.v.s., la révision du procès est un devoir, paru dans *Le Libéré*, n° 1 du 15-5-1923.

dans la «découverte» d'une société clandestine indigène une excellente occasion pour réviser une politique jugée trop libérale, en accusant les leaders de la V.v.s. d'«avoir préparé le cœur et l'esprit vers cet idéal d'indépendance ouvert à tous, quelles que fussent leurs origines, leurs castes et leurs religions». Intensification du recrutement, contrainte accrue pour obtenir de la main-d'œuvre, rejet ou ajournement de toutes les demandes de naturalisation (4), étroite surveillance des intellectuels et des protestants, meilleure adaptation de l'enseignement indigène aux objectifs coloniaux, voilà quelques grandes orientations

de la politique française, après l'affaire de la V.v.s. Cependant la rectification de la politique scolaire apparaît comme la seule vraie solution au problème V.v.s. qui, en réalité, ne concerne que les «demi-intellectuels» merina.

(4) Un décret du 3-3-1909 permet l'accession individuelle des Malgaches à la citoyenneté française. Les postulants doivent remplir des conditions précises : parler français, vivre à la française, avoir rendu des services à la France. De 1909 à 1914, seuls neuf malgaches sont admis à la citoyenneté.

(5) ELLIS (S.), *Political elite of merina and the revolt of the Menalamaba. The creation of a colonial myth in Madagascar, 1895-1898, Journal of African History.*

(6) *Rapports Politiques, 1929.*

Chronologiquement postérieure au procès, cette seconde interprétation relève du type d'explication classique donnée par les Français à différentes réactions des Malgaches. Officiellement, ils mettent toujours en cause l'élite merina, ennemi héréditaire depuis le XIX^e siècle, aigrie car écartée du pouvoir et prête à le reconquérir. L'insurrection **menalamaba** en 1895-1897 est un complot de l'élite merina (5). La manifestation du 19 mai 1929 est le fait de quelques intellectuels de la capitale (6). De même, ils veulent déprécier la portée réelle de la V.v.s.. Organisée par un groupe non représentatif de toute la population, la so-



Ancienne école de médecine d'Ankadinandriana et ancien hôpital indigène.

ciété secrète ne concerne que la capitale. En Imerina, le monde rural témoigne d'un parfait loyalisme (7). De plus, ses adhérents ne sont que de «vagues lettrés hova bourrés de théories sociales que leur esprit avait mal digérées». Dans une telle perspective, l'acquiescement des prêtres et pasteurs, accusés d'être les «pères spirituels» des **jeunes sakelika**, peut se charger d'une signification particulière, en dehors d'autres considérations — innocence des inculpés, preuve de la générosité et de l'équité française, souci de ne pas heurter les Missions. En acquiesçant les pasteurs Ravelojaona et Rabary, le prêtre Manifatra, le frère Rafiringa qui, par leurs activités et leur production littéraire, symbolisent pour bien des Malgaches l'élite, l'administration discrédite la V.v.s. Elle lui ôte une partie de sa crédibilité et la présente devant l'opinion publique comme l'affaire de jeunes agitateurs, non cautionnés par les aînés et incapables d'assimiler correctement un enseignement trop spéculatif.

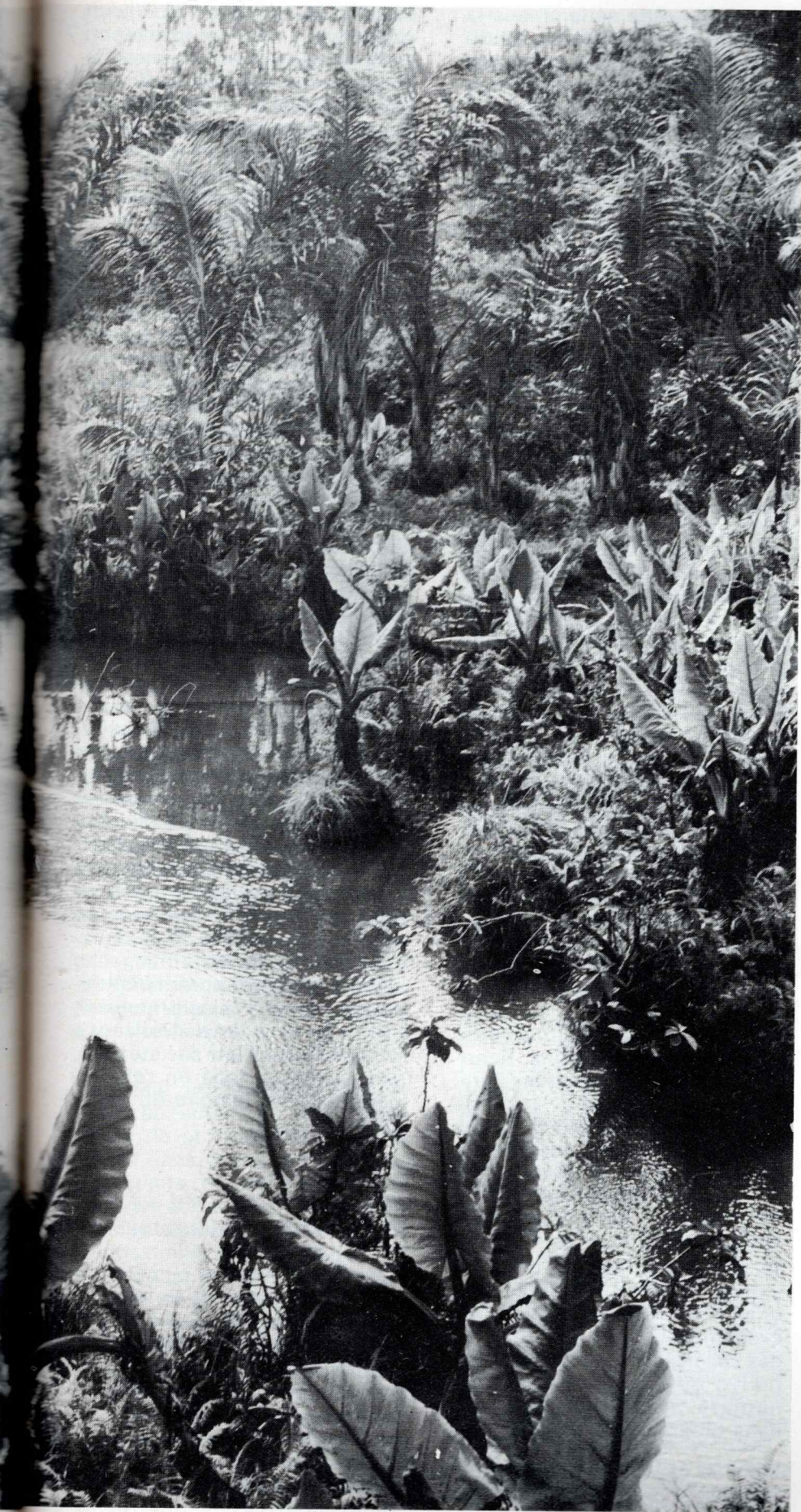
la vision des colonisés

D'après les dépositions ou les témoignages de quelques affiliés, la fondation de la V.v.s. et son succès expriment une prise de conscience de l'élite. Jusqu'à l'avènement de l'indépendance, les nationalistes malgaches défendent le même point de vue. Les uns et les autres réfutent la thèse du complot nationaliste, mais, loin de déprécier l'influence de la V.v.s., ils lui attribuent au contraire un rôle important dans l'éveil du patriotisme.

Pour les membres de la V.v.s. une analyse objective de la situation coloniale ne pouvait que les conduire à cette prise de conscience. En tant que sujets, les Malgaches ne jouissent pas des droits de l'Homme, subissent l'arbitraire le plus total et un régime d'inégalité, en particulier sur le plan scolaire. Le décret du 3 mars 1909, prévoyant l'accession individuelle à la citoyenneté fran-



(7) *Rapports Politiques, 1916-1917.*



çaise, moyen de promotion sociale, est non seulement mal appliqué, mais introduit une ligne de clivage supplémentaire — hiérarchisation en classes, selon Ravoahangy — au sein d'une population que les colonisateurs s'efforcent de diviser. La jeune génération de Malgaches ayant fréquenté des écoles conçues par des hommes de la troisième république croit, elle aussi, profondément en la vertu de l'instruction, source de progrès et d'ascension sociale. Elle ne peut alors que dénoncer les contradictions entre le discours colonial et la réalité. Attachés à l'enseignement qui conduit au « perfectionnement » d'un peuple, les membres de la V.v.s. cherchent en outre à susciter chez leurs compatriotes un sentiment d'unité pour pouvoir s'imposer aux colonisateurs et les obliger à mettre en pratique leurs grands principes humanitaires.

A ce point de vue, l'exemple du Japon qui vient de remporter une victoire sur les Russes leur semble très instructif. Cette victoire symbolise la résistance aux Blancs (**entretien avec Ramasy**) et ouvre pour les colonisés des perspectives de changement, à condition d'utiliser les apports étrangers dans un sens favorable à l'unité nationale. Le Japon attire d'autant plus les jeunes que le pasteur Ravelojaona lui consacre une série d'articles parus dans la revue protestante **Ny Mpanolo-tsaina** (Le conseiller) de 1913 à 1915. Dans ce pays comparable à Madagascar — par son insularité, sa situation par rapport au continent asiatique, son ouverture à l'étranger — la pénétration des influences occidentales et la modernisation n'ont pas empêché l'éclosion d'un sentiment national. Le respect de la culture et des valeurs léguées par l'histoire entretient la cohésion du peuple japonais, pourtant épris de progrès. La jeunesse tananarivienne perçoit un message dans les articles de Ravelojaona : un appel à un patriotisme non violent qui doit s'exprimer dans la défense de l'unité malgache — face à la politique de division — et dans la recherche d'une « perfection morale, matérielle et intellectuelle ».

Cet éveil du patriotisme constitue une étape essentielle dans la prise de conscience des colonisés face aux Français et non encore contre eux.

Les nationalistes malgaches de l'après-guerre reconnaissent ce rôle décisif des membres de la V.v.s. Ils voient dans ces derniers leurs précurseurs dans la lutte légitime pour la liberté et l'égalité des droits (8). Menée toutefois dans un cadre illégal, cette action n'a pu avoir la même résonance, ni le même rayonnement que les revendications ouvertes de **La Ligue pour l'accession des Malgaches à la citoyenneté française**, ou celles des journalistes malgaches à partir de 1924, date de parution du premier journal nationaliste publié à Madagascar. Ainsi, en pleine période coloniale, les Malgaches n'hésitent pas à souligner les mérites de la V.v.s. Avec l'avènement de l'indépendance et les efforts de construction nationale, soutendus par une autre lecture de l'histoire, cette société secrète devient pour les Malgaches un symbole du nationalisme. Son histoire n'est pas seulement celle de l'élite, elle concerne tout le monde, elle appartient au passé national.

« décoloniser l'histoire de la V.v.s. »

Une approche critique des documents officiels permet à la fois de corriger la vision coloniale, en la replaçant dans la logique d'une certaine stratégie française, et de voir dans le phénomène V.v.s. non pas un incident ayant marqué la colonisation française, mais un événement important de l'histoire de la nation malgache. On peut aussi recourir à d'autres sources : les archives privées, ainsi celles des missions, les témoignages personnels qui se sont multipliés depuis l'indépendance, et plus particulièrement après la célébration du cinquantenaire de la V.v.s. Les journalistes invitent les anciens membres de la V.v.s. à se faire connaître et même à créer une mutualité. Ils suggèrent aux lecteurs d'écrire l'histoire de la société. Aussi, un certain nombre de témoignages, sollicités ou non, ont-ils été récemment pu-

bliés. Dans cette série, citons la brochure de Rambelosoa intitulée **Ingahy Ravelojaona mpitandrina sy ny raharahan'ny V.v.s., araka ny fitantarana nosoratan'ny tenany**, 1969 (Le pasteur Ravelojaona et l'affaire de la V.v.s., d'après son manuscrit), le petit livre de G. Raveloson et du Dr Ramanantsirava, **Tsangambaton'ny V.v.s., Ta, taran'ny gadra nanjo ny sakelika**, 1972 (Mémoire de la V.v.s., récit de l'emprisonnement des sakelika). Rappelons la publication partielle des **archives de la famille Ravoahangy**. Signalons des documents d'un autre genre : des photographies d'époque, commentées, représentant des membres de la V.v.s. parues dans le journal **Feon'ny Madagasikara** (année 1970), l'interview de Boniface Ramasy, déjà évoquée. Présenté comme «une page de l'histoire de Madagasikara», cette interview s'inscrit tout à fait dans la perspective d'une décolonisation de l'histoire de la V.v.s. Le Dr Ramasy souligne «qu'en période d'indépendance, il n'y a plus rien à cacher, au contraire». Tout en mettant l'accent sur le côté «prise de conscience de l'élite», Ramasy ne manque pas d'évoquer le but lointain des membres de la société secrète : préparer les compatriotes à «pouvoir un jour — non fixé — être capables de prendre en main notre destin». Dans la conscience des Malgaches indépendants, cet objectif final de la V.v.s. compte plus que les autres aspects de son idéal.

Divers articles de journaux, tels **Isan'andro**, **Fanasina**, **Ranovelona**, **Feon'ny Madagasikara**, consacrés à la V.v.s. et parus entre 1967 et 1971, qualifient ses membres d'élites nationales. L'on insiste sur la diversité de leur origine géographique et l'implantation de la V.v.s. dans divers centres pour voir dans la société un symbole de l'unité nationale. Le pasteur Thomas Randrianasolo, «témoin oculaire des événements», écrit qu'il existait des cellules V.v.s. tant à Antananarivo qu'à Fianarantsoa, Mananjary, Ambatondrazaka et dans différentes autres localités

réparties dans toute l'île. Vision subjective, à nuancer fortement, cette manière de présenter la V.v.s. se comprend aisément dans le contexte d'une indépendance acquise récemment. La diversité de l'origine ethnique des fondateurs — quatre Merina, un Antaimoro, un Betsimisaraka, un Betsileo précise Ramasy — symbolise la cohésion et la volonté commune malgaches, en dépit de «la politique des races», préconisée par les colonisateurs. Elites nationales, les jeunes affiliés de la V.v.s. sont les porte-parole de tous les Malgaches et, en fait, ils défendent un idéal que leur ont insufflé des pasteurs et des prêtres, formateurs jouissant d'une solide réputation, mais qui ne pouvaient sans conséquence fâcheuse pour l'évolution du nationalisme s'opposer directement aux colonisateurs. Ces derniers risquent de porter un coup fatal au nationalisme, en attaquant les vrais leaders, l'âme du mouvement. Les **ray-aman-dreny** conseillent à la jeunesse patriote prudence et non-violence dans sa lutte franchement nationaliste, placée sous le signe de la sagesse et de la légalité et non de la révolte, comme les «impérialistes-capitalistes-colonialistes» (sic) l'ont laissé entendre. Mais cette décolonisation de l'histoire de la V.v.s. doit se faire sans passion. Une autre approche du problème, en le replaçant dans le contexte malgache et tananarivien des premières décennies du XX^e siècle, pourrait contribuer à une meilleure connaissance d'une société qui a, sans conteste, joué un rôle important dans l'histoire du nationalisme.

une histoire qui se fait : V.v.s. et nationalisme culturel

Le rôle primordial joué dans la V.v.s. par l'élite de la capitale conduit à une réflexion sur l'ambiance culturelle à Tananarive, atmosphère qui explique en grande partie l'éclosion de la société, son organisation, ses objectifs, ses moyens d'action et les limites de son influence.

Le contact direct avec les documents fournissant des rensei-

(8) *Ralaimongo*, in *L'Opinion*, 1928.

(9) Cf. *bibliographie en note (4)*.

gnements sur la vie culturelle et intellectuelle — principalement les archives du Service de l'enseignement, celles des missions, les documents officiels sur les cultes, périodiques et journaux d'époque — mais aussi la lecture d'études récentes, apportent un éclairage plus historique sur la V.v.s. Les travaux de ces dernières années n'ont cependant pas épuisé toutes les sources possibles — en raison de leur extrême dispersion (dépôts d'Antananarivo, Paris, Aix-en-Provence pour les seules archives officielles), du caractère privé de certaines. Les historiens contribuent eux-mêmes à un enrichissement progressif des sources, en procédant à des enquêtes, en recueillant des témoignages. Des recherches en cours, ainsi un mémoire sur le père **Venance Manifatra**, l'un des inculpés acquittés par l'administration, viendront s'ajouter à la liste des travaux déjà publiés (9). La V.v.s. nous apparaît comme la réaction d'un groupe d'intellectuels malgaches qui, en raison de leur formation, sont plus sensibilisés que le reste de leurs compatriotes à certains aspects de la politique française : la contradiction entre le discours colonial — perçu à travers les leçons et les manuels — et la réalité (en particulier l'absence de libertés démocratiques, l'existence de réseaux scolaires distincts pour citoyens et indigènes...), le mépris manifesté pour la culture malgache dans l'élaboration des programmes d'enseignement, l'anticléricisme.

De tels problèmes ne concernent réellement qu'une infime partie de la population : l'élite qui vit dans des foyers culturels importants, essentiellement Tananarive et Fianarantsoa. Mises à part les faiblesses inhérentes à la clandestinité, la V.v.s. ne pouvait avoir qu'un rayonnement limité, à cause du décalage culturel qui existe entre les Hautes Terres centrales et la « périphérie », Tananarive et le reste du pays. Hérité du XIX^e siècle, avec la pénétration des influences occidentales et chrétiennes par le biais d'une scolarisation liée à l'évangélisation des seules régions bien intégrées au « Royaume de Madagas-

car » — Imerina et Betsileo — ce décalage se maintient sous la colonisation, malgré les principes de la « mission civilisatrice » et de la « politique des races ». Ces principes supposent la mise en place progressive d'un réseau scolaire couvrant toute l'île en portant en premier lieu tout l'effort sur les régions délaissées par les missionnaires, dont on ne manque pas de critiquer l'attitude. Or, durant le gouvernement de Galliéni (1896-1905) et celui d'Augagneur (1905-1909), les préoccupations de laïcisation, d'anticléricisme et d'élitisme relèguent au second plan les autres considérations. L'ouverture des écoles officielles est liée étroitement à la lutte contre l'influence des missionnaires. Aussi les colonisateurs tiennent-ils à ouvrir les premières écoles officielles dans les villages où existent déjà des établissements confessionnels, c'est-à-dire en Imerina et dans le Betsileo. Citons, à titre d'exemple, la création d'une école laïque sur la colline de Faravohitra (à Tananarive), considérée comme véritablement investie par les missionnaires britanniques. Mais l'administration coloniale entend surtout uniformiser et bien contrôler la formation des futurs fonctionnaires. Il s'agit de la minorité d'élèves qui, après des concours successifs, parvient dans les écoles du troisième degré toutes regroupées à Tananarive (Augagneur ferme les écoles normales et administratives ouvertes dans certaines villes de province par Galliéni).

La présence de ces établissements et celle des grandes écoles des Missions L.m.s. et M.p.f. à Ambohitovo, la parution d'une presse abondante et variée, les débats publics sur christianisme et libre-pensée entretiennent dans la capitale une vie culturelle intense et favorisent une certaine fermentation des esprits. Toutes proportions gardées, Fianarantsoa présente les mêmes caractéristiques que Tananarive. On y trouve une école normale de la M.p.f., une école régionale ; la ville est un important centre chrétien (catholique surtout) ; quelques dépositaires y diffusent des journaux tananariviens. Ainsi, il règne dans ces villes une

atmosphère propice à l'apparition de cercles de discussion et de réflexion, pouvant attirer des jeunes des écoles coloniales, issus de famille de tradition chrétienne, et des adultes formés par les missionnaires à la fin du XIX^e siècle. Cette ambiance intellectuelle et culturelle n'existe pas ailleurs, et la V.v.s. n'a eu pratiquement d'échos que dans les seules localités proches de la capitale ou de Fianarantsoa. Foyers isolés sur le plan culturel, ces villes sont du reste mal reliées avec presque toute l'île, à cause des difficultés de communication et des contacts relativement limités dans l'ensemble du pays. L'organisation de la V.v.s., l'originalité des thèmes qui ont servi à mobiliser les adhérents, la situation culturelle et scolaire de Madagascar expliquent le recrutement social des **sakelika** : des élites, représentants de la bourgeoisie urbaine insatisfaite, soucieuse de « modernité », mais animée par la volonté de défendre la culture malgache et le christianisme, en réaction à l'« agression » coloniale.

Face à la politique de « francisation » de l'enseignement qui se traduit par une dévalorisation de la culture locale, sans toutefois permettre aux indigènes, même à l'élite fréquentant les écoles du troisième degré, l'accès à une assimilation totale — par des programmes et une politique linguistique appropriés — afin de justifier et renforcer la hiérarchie colonisateur-colonisé, l'on assiste à une remise en honneur de la culture malgache. La presse tananarivienne joue dans ce domaine un rôle important, qu'il s'agisse de périodiques confessionnels — **Ny Teny Soa** (Bonnes Paroles), **Ny Mpanolo-tsaina** (Le Conseiller), **Ny Mpamafy** (Le Semeur), **Sakaizan'ny tanora** (L'Ami des Jeunes), du côté protestant, **Iraka** (Le Messager), du côté catholique — ou de journaux indépendants, tels que **Ny Fitariandro** (L'étoile du matin), **Loharano** (La Source) et **Mazava** (La Lumière). Notons que les fameux « pères spirituels » de la V.v.s. écrivent dans les deux catégories de journaux. A cause de la censure, cette presse en langue malgache publie surtout des articles

de réflexion sur des thèmes généraux (la «civilisation», le progrès, l'utilité de l'instruction), ainsi que des poèmes et des nouvelles d'écrivains malgaches. Certains écrits trouvent dans l'histoire du pays leur source d'inspiration. Les règnes d'Andrianapoinimerina et de Radama, envisagés comme des étapes essentielles dans l'unification des pays, sont des thèmes de prédilection. Ainsi, le frère Rafiranga écrit deux pièces de théâtre intitulées l'une **Andrianapoinimerina**, l'autre **Radama**. Ces pièces eurent un grand retentissement. Le journal **Loharano** rappelle l'idéal d'unification territoriale poursuivi par Andrianapoinimerina. A l'exemple du Japon, l'intérêt porté à la littérature et à l'histoire malgaches entretient un patriotisme qui finit par s'exprimer ouvertement en décembre 1915 dans **Ny Loharano** et **Ny Fitarikandro**, quelques jours avant la «découverte» de la société secrète par l'administration. Les membres de la V.v.s., parmi lesquels on compte des journalistes et des écrivains (ainsi Ny Avana Ramanantoanina), redécouvrent à travers ce mouvement littéraire des aspects essentiels de l'originalité malgache : langue, histoire, traditions, attachement à la terre des ancêtres. Malgré la réelle diversité qui existe dans le pays, la culture de toutes les populations de l'île présente un fonds commun que les **Sakelika** revalorisent au cours de la cérémonie d'admission.

L'anticléricisme de plus en plus virulent du pouvoir colonial qui soutient officiellement, à l'époque du franc-maçon Augagneur, la doctrine de libre-pensée, suscite la réaction et la prise de conscience des élites christianisées. En effet, l'administration prend en 1906 toute une série de mesures pour réduire considérablement l'influence des missions dans la formation de l'élite (sévérité des conditions exigées de ceux qui désirent ouvrir une école privée, d'où fermeture de plus d'une centaine d'écoles en 1907, obli-

gation pour le candidats aux écoles du troisième degré de passer les deux dernières années de scolarité dans un établissement public...). Or, dans la vision de colonisés, frustrés par le régime d'inégalité et toujours enclins à présenter le passé comme un âge d'or, les missions avaient beaucoup fait sur le plan de l'enseignement : taux élevé de scolarisation depuis le code de 1881 instituant l'obligation scolaire dans le «royaume de Madagascar», avant même la loi Jules Ferry, un enseignement solide accordant une place de choix à la langue malgache, ouverture d'une Académie Médicale, possibilité laissée à des jeunes de poursuivre des études à l'extérieur. Aussi l'élite chrétienne interprète-t-elle les dispositions prises par Gallieni, et surtout Augagneur, contre les missions comme une manœuvre destinée à bloquer l'ascension des intellectuels malgaches. En outre, les chrétiens redoutent l'offensive de la libre-pensée qui fait de nombreux adeptes parmi la bourgeoisie tananarivienne. Pour se défendre des attaques lancées dans une presse financée par le gouvernement ou dans des conférences, les chrétiens s'organisent. Ils critiquent l'étroitesse d'esprit des libre-penseurs de Madagascar (à la différence de ceux de France) ; accusés d'obscurantisme, ils se déclarent convaincus de la nécessité de la science et de la philosophie (Teny Soa, mars 1913). Dans la mesure où la libre-pensée est trop intimement liée au pouvoir, les chrétiens, qui manifestent pourtant un profond respect de l'ordre établi, apparaissent comme un groupe dynamique et épris de liberté, pour autant qu'ils osent aller à contre-courant de la doctrine officielle. Sous Picquière (1910-1913), alors que l'offensive des libre-penseurs s'était apaisée, les chrétiens déjà mobilisés continuent leur action et donnent une autre dimension à leur conscience religieuse. L'influence des prêtres et des pasteurs sur une jeunesse «assoiffée» de connaissance est considérable. Les pasteurs — en particulier Ravelojaona — s'occupent d'associations de jeunes, à l'é-

gard desquelles l'administration manifeste méfiance et hostilité. Malgré la dissolution de deux associations de jeunes chrétiens protestants en 1906 et 1911, animées par les pasteurs Rabary et Ravelojaona, le pasteur Elysée Escande demande avec insistance l'autorisation de former légalement une «association des Jeunes chrétiens de l'Imerina». Il obtient gain de cause en 1913. L'idéal de cette association exprime assez bien la volonté des chrétiens de participer réellement à la vie de leur pays : dénoncer les fausses doctrines, donner de la vigueur au christianisme, par un contact fréquent avec les saintes écritures, une pratique quotidienne imprégnée de charité et de sagesse, et travailler sans relâche pour le bien de la patrie. Ainsi, le christianisme sous-tend le patriotisme. Dans le contexte colonial, ces associations offrent les seuls cadres possibles de discussion et de réflexion indépendants de l'administration ; il est tout à fait probable que l'idée de la V.v.s. ait germé chez les intellectuels, membres de telles associations. La jeunesse tananarivienne trouve aussi dans les thèmes de sermon de célèbres prédicateurs — comme Rabary — ou, dans les conférences organisées par les associations, un enrichissement et des leçons de civisme. Ramasy déclare que les «pères spirituels» leur expliquaient comment «être à la fois hommes et chrétiens». Rabary, dont la pensée reste fondamentalement conservatrice, tournée vers le XIX^e siècle, le temps des martyrs, lance le

(11) PONTEIL, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral*, P.U.F., 1968.

AYACHE (S.) et RICHARD (C.), *Une dissidence protestante malgache : l'église Tranozozoro*, *Omalysy Anio*, n^{os} 7-8, 1979, pp. 133-182.

DOMENICHINI (J.P.), *Jean Ralaimongo (1884-1943) ou Madagascar au seuil du nationalisme*, *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, t. 56, 1969, pp. 236-287.

ESOAVELOMANDROSO (F.V.), *Langue, culture et colonisation à Madagascar ; malgache et français dans l'enseignement officiel*, *Omalysy Anio*, n^{os} 3-4, 1977, pp. 105-163.

«Politique des races» et enseignement colonial, *Omalysy Anio*, n^{os} 5-6, 1977, pp. 245-256.

(10) Cf. article F. Raison, note (4).

thème de Jérusalem, ville martyre. La comparaison avec la situation de Tananarive, «ville du Seigneur», soumise depuis la colonisation à l'agression de la libre-pensée, vient facilement à l'esprit ; ce sermon peut avoir une résonance politique (10). Ce sont cependant les conférences d'Avatr' Andohalo organisées par la M.p.f. et animées par les pasteurs malgaches, français et britanniques qui ont le plus attiré les jeunes, et inquiété l'administration. En juillet 1913, le chef de province de Tananarive se plaint des interprétations fâcheuses que les Malgaches donnent à des conférences qui abordent des sujets variés, touchent divers pays et risquent de susciter chez le public des comparaisons avec ce qui se passe à Madagascar et une remise en cause du prestige européen. Citons quelques titres de conférence, les unes en malgache, les autres en français : le matérialisme, la Chine et les Chinois, la Foi et la Science, la Foi et la Civilisation, l'évangile aux Indes... (A.r.d.m., F 133). L'aboutissement de cet effort de renouvellement de la pensée chrétienne s'exprime dans l'affirmation suivante : seules progressent véritablement les nations régies par l'évangile ou par des principes qui en sont tirés (**Teny Soa**, mars 1913). On comprend l'attrait que le christianisme exerce sur des jeunes épris de progrès et lésés par la politique coloniale. L'influence des religieux éducateurs sur les membres de la V.v.s., les aspects chrétiens du rituel d'admission dans la société secrète s'expliquent par tout ce contexte qui entoure la naissance de cette «secte

philosophique». L'orientation de la réflexion chrétienne, joint à la revalorisation de la culture malgache, imprègne le programme de la V.v.s. d'un patriotisme tourné vers la recherche du progrès et le maintien de l'originalité malgache.

L'administration redoute d'autant plus ce dynamisme des milieux chrétiens qu'il existe chez les protestants malgaches des traditions d'indépendance religieuse. Des églises dissidentes (Tranozoro) fondées par des Malgaches désireux d'échapper à la tutelle des missionnaires étrangers témoignent de cette volonté d'indépendance. Les colonisateurs craignent le danger d'éthiopianisme avec un élargissement des revendications au «domaine politique et national» (11). Les pasteurs Rabary et Ravelojaona se montrent eux-mêmes favorables à ce mouvement d'indépendance des églises malgaches. Ainsi, le second écrit en 1914 un article intitulé «**Ny soa vokatry ny fahaleovantenan'ny Fiangonana**» (Les bienfaits de l'indépendance de l'église).

Les dispositions prises après la découverte du «complot de la fausse élite» prouvent qu'en fait les Français ont bien appréhendé le sens de la V.v.s., mais la logique coloniale leur imposait de défendre publiquement une certaine vision du problème. Certes l'administration acquitte les hommes d'église arrêtés en 1915, mais, à partir de 1916, elle exerce une surveillance étroite sur les pasteurs, les catéchistes, les évangélistes. Les rapports politiques et administratifs consacrent souvent un paragraphe

spécial à leur «état d'esprit». Les sermons font l'objet de rapports de police. L'ouverture d'édifices du culte exige l'obtention d'une autorisation qui nécessite des enquêtes extrêmement longues et minutieuses. Un arrêté de février 1916, préparé certes depuis de longues années, mais dont la parution est très circonstanciée, liée à l'affaire de la V.v.s. réorganise l'enseignement indigène. Ce texte répond au souci de former des intellectuels respectueux de l'autorité établie. Le remaniement des programmes avec la suppression de l'histoire de France — discipline qui véhicule des idées trop spéculatives de liberté et d'égalité — la place plus importante accordée au français et, parallèlement, la revalorisation des dialectes locaux pour amoindrir l'influence de la langue merina, celle de la littérature écrite, la réduction de la durée des études dans les grandes écoles de la capitale montrent que les colonisateurs avaient pleine conscience de l'éveil d'un nationalisme au sein de l'élite. Les rapports officiels des années suivantes mentionnent d'ailleurs que l'état d'esprit de la V.v.s. n'avait pas complètement disparu, avait laissé des séquelles, tout au moins dans la province de Tananarive. Analysée par rapport au processus de décolonisation, la V.v.s. a joué véritablement le rôle de précurseur dans l'histoire du nationalisme malgache. Replacée dans son contexte historique, la V.v.s. est l'expression du nationalisme d'une partie de l'élite qui ne pouvait mobiliser tous les Malgaches. L'oppression coloniale, l'influence de leurs éducateurs et de leur culture poussent des intellectuels malgaches à s'organiser secrètement en cercles de réflexion, cadres de l'éveil d'une conscience nationale, comparables dans une certaine mesure à la Burschenschaft. Comme les Burschen, les membres de la V.v.s., «animés d'un fort sentiment religieux», persuadés de «l'importance de la science et de l'esprit de la vie nationale», sont à la quête de la liberté, l'égalité et l'unité (11).

GONTARD (M.), Madagascar pendant la première guerre mondiale, Tananarive, 1969, 128 p.

KOERNER (F.), L'accession des Malgaches à la citoyenneté française (1909-1940). Un aspect de la politique d'assimilation aux colonies, Revue Historique, juillet 1969, pp. 77-99.

L'échec de l'éthiopianisme dans les églises protestantes malgaches, Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer, 1971, t. 57, pp. 215-258.

MARTIN (R.), Le cher frère Raphaël Louis Rafiringa des écoles chrétiennes, Contribution à une étude de sa vie. Etudes historiques, n° 2, Tananarive, 1974, 176 p. ronéo.

RAISON (F.), Spiritualités et ecclésiologie protestantes en Imerina sous la colonisation, Revue d'histoire de la spiritualité, t. 49, 1973, pp. 165-198.

RANDRIAMANDIMBY - RAVOAHANGY-ANDRIANAVALONA (J.), La V.v.s., Vy Vato, Sakelika (Fer, Pierre, Ramification), Contribution à l'étude sur l'origine du nationalisme malgache, Paris, 1978, 451 p. ronéo.

RAVELOMANANA - RANDRIANJIFINIMANANA (J.), La politique scolaire coloniale vue à travers les programmes et les manuels scolaires de l'enseignement primaire à Madagascar, (1896-1915), Thèse de 3^e cycle, 1977-1978, 500 p. ronéo.

F.V. Esoavelomandroso